



Photo : archives editpress/françois aussems

Carlo Thelen a évoqué une fois de plus hier la désindexation de l'économie luxembourgeoise.

À bas l'index!

La Chambre de commerce a présenté hier ses dix mesures phares destinées aux futurs partenaires de la coalition actuellement en discussion pour leur programme.

Dans ce paquet de propositions, on en trouve certaines qui pourraient faire grincer des dents, comme par exemple la non-augmentation du salaire social minimum ou la désindexation générale de l'économie et d'autres plus consensuelles comme la définition d'une politique industrielle et de diversification.

De notre journaliste
Aude Forestier

La Chambre de commerce a délivré, hier, des recommandations qui ne laisseront pas indifférents les partenaires de la future coalition «Gambia 2». En effet, certaines propositions qualifiées de «concrètes» par Michel Wurth, le président de l'institution, marquent les esprits. D'autres beaucoup moins. Il est question de contrôler l'inflation en passant par un «gel» des prix administrés et de cotisations sociales. Et une «modulation» de l'index sur la durée de la législature ainsi que la

maîtrise de la masse salariale publique et parapublique.

La volonté d'une abolition du système d'indexation n'est pas vraiment une nouveauté. Carlo Thelen, le directeur de la Chambre de commerce, l'a assuré : «On veut une désindexation de l'économie. Tout automatisme n'est pas normal» ni conforme à la stratégie Rifkin. Ou à défaut, une indexation au maximum tous les 18 mois, par exemple. L'augmentation du salaire social minimum n'est pas non plus une bonne chose. Cela «nuirait aux demandeurs d'emploi résidents» et «ça ne réglerait pas le problème du logement», a-t-il souligné. La Chambre se dit pour une gouvernance nationale en matière de logement et pour un soutien en faveur de l'offre de logement.

La Chambre de commerce plaide pour une «flexibilisation du temps de travail», comme le dit Carlo Thelen. «Il faut augmenter la qualité de vie des personnes qui tra-

vailent en réduisant le temps perdu dans les transports en commun.» En parlant d'entreprise, l'institution évoque un cinquième plan national en faveur des PME, «l'épine dorsale de notre économie» et des entrepreneurs.

Un ministère «front office»

La Chambre propose, entre autres, un élargissement de l'offre de financement et des régimes d'aides destinés aux jeunes firmes, un accompagnement de cette catégorie des sociétés dans la transition digitale. À ce propos, Carlo Thelen a pointé le fait que le secteur du commerce a le plus faible taux de digitalisation (12% d'e-commerce) alors que «99% des consommateurs font des achats sur internet». Une autre proposition évoquée hier a attiré l'œil: un enseignement en une seule langue. La Chambre parle de préparer un projet pilote d'un ré-

gime à deux filières linguistiques parallèles pour le tester dès la rentrée 2019/2020. En clair, il y aura un enseignement en français et un en allemand, selon Michel Wurth. On ignore quel type d'enseignement est concerné par cette proposition.

Au rayon des recommandations moins polémiques, on trouve la définition d'une politique industrielle et de diversification, l'établissement de stratégies nationales pour des défis «nationaux», la création d'un ministère «front office», une sorte d'interlocuteur des entreprises pour des démarches administratives et une refonte globale des pensions pour rétablir l'équité intergénérationnelle. La Chambre de commerce souhaite une «gouvernance intégrée» dans laquelle on aurait des «superministères» menés par des ministres qui opéreront des arbitrages. Toutes ces propositions seraient, selon l'institution, une manière d'atteindre la fameuse croissance qualitative.